

Association Internationale

**de Sociologie en Langue
Française**

(CR23) *Sociologie de l'environnement et du
développement durable*



**Association Tunisienne
de Sociologie (ATS)**

Laboratoire Régions et Ressources

Patrimoniales de Tunisie



Colloque International : Eau, lien social et dynamiques locales

Tunis, le 15, 16 et 17 Avril 2010

Dans le bassin méditerranéen ou ailleurs, le manque d'eau (en quantité et en qualité), affecte la survie et le développement des sociétés. Cette situation alarmante qui ne cesse de s'aggraver en raison de la dégradation des ressources naturelles et hydriques produit des transformations importantes : des communautés entières de paysans sont en voie de disparition, une « reterritorialisation » des activités s'impose, des paysages sont reconfigurés et des modes de vie transformés....

Ces changements ont des impacts aussi bien directs qu'indirects sur les relations sociales, notamment à l'égard de l'intégration des populations marginalisées dans un modèle de développement. L'eau, après avoir été au centre du développement et de l'organisation sociale des communautés, ayant fait l'objet d'innovations techniques et de règles de partage pour la satisfaction des besoins collectifs, est aujourd'hui tributaire de nombreuses tensions mettant en jeu le niveau de vie des sociétés : elle est au cœur de conflits se déployant au sein de modes de régulation, de situations d'inégalité, de logiques

d'organisation et de modèle de gestion. En somme, dans les villes, villages et campagnes où une forte proportion de population n'a pas d'accès à l'eau et où la pénurie génère de plus en plus de déplacements et de mobilités obligées, c'est tout un service qu'il reste à créer.

Dans ce contexte, les sciences humaines et, en particulier, la sociologie de l'environnement, sont appelées à répondre à des questions d'ordre théorique et empirique. Pour rendre compte des phénomènes complexes liés aux transformations des usages et de la gestion de l'eau, ce colloque propose d'interroger conjointement les représentations, les nouveaux liens sociaux, les modes de *gestion adaptative* et les innovations techniques qui se développent dans un contexte de pression économique, environnementale et sociale sur la ressource en eau. En particulier, des études de cas et les expériences internationales spécifiques aux thèmes proposés pourront servir de guides pour mettre en lumière le cas tunisien. Plus largement, les contributions devraient servir à élargir la réflexion et à induire de nouvelles perspectives d'action tant au Sud, qu'au Nord.

Axe I.- L'eau, les territoires et l'environnement

L'eau a toujours constitué une ressource territorialisée pour le développement économique et social des communautés locales. La problématique de l'eau d'irrigation a été marquée par l'extension spatiale régulière de l'irrigation associée à une surexploitation de certaines nappes et à une gestion collective défailante des ressources. Si initialement, le modèle adopté était essentiellement fondé sur la mobilisation des eaux de surface par les grands barrages, il a été complété par un recours systématique à des forages dans des nappes profondes qui ont longtemps entretenu l'illusion d'une eau inépuisable pour les exploitants agricoles. Les prélèvements pour l'irrigation se sont considérablement accrus sous l'impulsion d'une augmentation du nombre des puits et du développement des aménagements de petites et moyennes hydrauliques. Aujourd'hui, le renouvellement rapide des techniques d'approvisionnement en eau, la surexploitation des ressources et la priorité accordée à des modes de gestion présentés comme étant « décentralisés » entraînent à la fois des impacts environnementaux et sanitaires importants et

des incidences sur la dynamique sociale des territoires. Il importe donc de comprendre toutes les facettes des interdépendances entre la gestion de l'eau, les techniques d'exploitation et le développement local ainsi que leurs effets sur l'organisation sociale et la répartition territoriale des populations et de leurs activités. Ceci implique notamment d'interroger les tensions entre territoires exportateurs et territoires fournisseurs d'eau, et d'examiner la mise à l'épreuve et la reconfiguration territoriales des solidarités hydriques à travers la création de nouvelles régulations.

Axe II.- Les modes de gouvernance de l'eau et la gestion adaptative

Des discours sur la gouvernance de l'eau promeuvent une gestion collective favorisant la participation conjointe des acteurs politiques, de la société civile et des acteurs économiques privés. Cette « gouvernance » de l'eau a été annoncée comme le ralliement de dynamiques transnationales, de logiques nationales et d'initiatives locales permettant l'avènement d'une gestion plus démocratique de la ressource et plus adaptée aux contextes locaux. Ainsi, il importe de considérer en quoi la notion de gouvernance permet-elle de penser les transformations dans les relations sociales et économiques liées aux usages, à l'appropriation et aux modes de régulation sur l'eau. En particulier, l'idée d'une « gouvernance adaptative » – conçue comme voie de compromis entre approche technocratique et approche communautaire – mérite d'être interrogée pour son potentiel à gérer les changements globaux.

Axes III.- Les inégalités d'accès à l'eau potable en milieu urbain et rural

L'accès à l'eau pose encore d'énormes difficultés dans plusieurs régions du monde, soit en quantité ou en qualité. Les formes d'approvisionnement non contrôlées constituent un problème majeur surtout dans les sociétés pauvres. Dans certaines sociétés, l'accès à l'eau en milieu urbain reste à créer, comme c'est le cas de nombreux quartiers périphériques et marginalisés où une proportion conséquente de la population est exclue de l'accès à l'eau. En milieu rural, dans les régions accidentées, au nord comme au sud, le coût élevé du développement des ressources en eau potable et les priorités de développement favorisant d'autres secteurs constituent des obstacles majeurs à l'amélioration de l'accès à l'eau. En outre, il est possible d'envisager ces disparités dans

l'accès à l'eau et dans la répartition de la ressource comme autant d'exemples d'inégalités écologiques dont la nature exacte reste à circonscrire, définir et théoriser. En ce sens, les situations rurales et urbaines, bien que différentes, exigent des réponses dans le cadre de problèmes semblables : gestion plus collective et plus économe d'une ressource menacée, meilleure répartition de la ressource, adaptation face aux changements économiques et environnementaux globaux annoncés ou amorcés, encadrement du rôle du secteur privé formel ou informel, etc. Les contributions liées à cet axe viseront donc à proposer, analyser ou comparer des stratégies possibles pour faire face aux défis propres aux situations d'inégalité d'accès à l'eau en contextes ruraux et urbains.

Axe IV.- Les cultures de l'eau face à des ressources fluctuantes en qualité et en quantité : l'eau dans différentes régions du monde...

Certains pays méditerranéens se caractérisent par un climat aride et semi-aride qui s'ajoute à la rareté des sources d'eau superficielles. Pour faire face à la pénurie d'eau, les populations ont fait preuve de stratégies ingénieuses pour la maîtrise des eaux en adoptant des techniques d'aménagement et d'exploitation des eaux susceptibles de fournir de l'eau en provenance des nappes profondes. Sous l'effet de la modernité et des politiques de rationalisation de l'irrigation, des techniques ancestrales de collecte sont aujourd'hui en voie de disparition et, avec elles, tout un patrimoine de la gestion de la pénurie d'eau. Face aux situations de crise et de pénurie, la restauration d'approches patrimoniales pourrait constituer une alternative aux modes institués de gestion de l'eau permettant des avancées tant sur le plan écologique sur le plan du lien social.

Comité d'organisation : Hassane Mouri et le bureau du CR23 AISLF.

Le dépôt des propositions de communications est à faire à l'adresse suivante hassanmouri@hotmail.com avant le 15 Octobre 2009.

Les auteurs, informés des communications sélectionnées, devront transmettre le texte définitif de la communication le 15 janvier 2010 pour figurer dans les actes du colloque. (des consignes sur le format seront diffusées ultérieurement)

Contacts :

Hassane Mouri, hassanmouri@hotmail.com

Denis Salles, dsalles@univ-tlse2.fr

Comité scientifique :

Abdelhamid Largueche

Abdallah Cherif

Gilles Ferréol

Pierre Noël Denieuil

Denis Salles

Jean-Yves Boursiers

Khalil Zamiti

Rabah Nabli

Fethi Rekik

Alia Gana

Florence Rudolf

Chantal Aspe

Toufik Ftaita

Hassane Mouri

Senim Ben Abdallah

Adel Belhaj Rhouma

Nathalie Lewis

Comité d'organisation :

Hassane Mouri

Senim Ben Abdallah

Adel Belhaj Rhouma

Rabah Nabli

Fethi Rekik

Zouhir ben Jannet

Philippe Boudes

Aurélie Roussary

René Audet

Les chercheurs du Laboratoire
Régions et Ressources Patrimoniales
de Tunisie de la Manouba (Tunisie)